Procédure de succession d'entreprise en Suisse

(Transmission planifiée ou successorale)

1. Déclenchement de la succession

La succession est déclenchée à la suite du décès, de l'incapacité ou du départ volontaire du dirigeant ou associé principal. Les associés, les héritiers, le notaire et le Registre du commerce doivent être informés dans les plus brefs délais. Il convient de vérifier l'existence d'un testament, d'un pacte successoral ou d'un contrat d'associés contenant des dispositions spécifiques à la succession. Selon la situation, un blocage temporaire des comptes bancaires ou des droits de signature peut être nécessaire.

2. Identification des parties concernées

Il est essentiel d'identifier les héritiers légaux ou les bénéficiaires désignés, ainsi que les associés ou actionnaires restants. Les organes de révision ou la fiduciaire en charge, ainsi que les membres du conseil d'administration ou de la gérance (s'ils sont encore en fonction), doivent également être impliqués.

3. Analyse de la structure juridique

La forme juridique de l'entreprise (entreprise individuelle, Sàrl, SA, etc.) détermine en partie les modalités de transmission. Il faut examiner les droits successoraux applicables selon le Code civil suisse, ainsi que les clauses statutaires relatives à la transmissibilité des parts ou actions. En présence de clauses d'agrément ou de droit de préemption, les statuts ou pactes d'associés devront être scrupuleusement respectés.

4. Évaluation de l'entreprise

Une évaluation de l'entreprise doit être mandatée auprès d'un expert agréé. Cette évaluation portera sur les actifs, les passifs, les capitaux propres, la clientèle, ainsi que d'éventuels éléments incorporels (tels que le goodwill). Cette valorisation permettra de déterminer si les parts successorales peuvent être transmises en nature ou si un rachat de parts est nécessaire.

5. Modalités de reprise

Si un ou plusieurs héritiers souhaitent reprendre l'entreprise, un plan de rachat ou de transformation peut être envisagé. L'entreprise pourra être dirigée par un ou plusieurs héritiers actifs, transformée juridiquement, confiée temporairement à une direction externe ou cédée à un tiers. En l'absence de repreneur, une dissolution pourra être décidée.

6. Décisions formelles

Une assemblée des associés ou une réunion du conseil d'administration devra être convoquée afin d'officialiser les décisions prises. Si nécessaire, les statuts ou le pacte d'associés devront être modifiés. Les inscriptions au Registre du commerce devront être mises à jour, et les autorités fiscales, les assurances sociales, les clients et les partenaires devront être informés.

7. Aspects fiscaux et successoraux

Les héritiers ou repreneurs devront procéder à la déclaration fiscale relative à la succession, selon les règles cantonales. Le paiement de droits de succession pourra être exigé, notamment en cas de transmission entre personnes non liées par des liens de parenté directe. Il conviendra également d'assurer une coordination entre l'exécution du testament, la liquidation de la succession et la transmission de l'entreprise.

8. Communication et continuité

Enfin, une communication officielle devra être adressée aux collaborateurs, aux clients et aux partenaires. Un plan de continuité des opérations devra être mis en place pour garantir la stabilité de l'entreprise et préserver les relations contractuelles existantes.